



Services Partagés Canada

États financiers

31 mars 2020



Shared Services
Canada

Services partagés
Canada

Canada

Services partagés Canada

Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2020 et de tous les renseignements qui y figurent incombe à la direction de Services partagés Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction à partir des politiques comptables du gouvernement, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes du secteur public.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans ces états financiers. Certains renseignements présentés dans les états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières de Services partagés Canada. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des Comptes publics du Canada et figurant dans le *Rapport sur les résultats ministériels* de Services partagés Canada concordent avec ces états financiers.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF) conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres de Services partagés Canada sont au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction, et en procédant tous les ans à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de CIRF.

Le système de CIRF est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à identifier les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés associés, et à apporter les ajustements nécessaires.

Une évaluation fondée sur le risque du système de CIRF pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2020 a été réalisée conformément à la *Politique sur la gestion financière* du Conseil du Trésor, et ses résultats ainsi que les plans d'action qui en découlent sont résumés en annexe.

L'annexe fournit également des renseignements sur l'état de l'évaluation fondée sur le risque des contrôles sur les services communs fournis par le ministère et qui ont une incidence sur les états financiers ministériels du bénéficiaire.

L'efficacité et le caractère adéquat du système de contrôle interne de Services partagés Canada sont revus par l'entremise du travail réalisé par le personnel de la vérification interne, qui mène des audits périodiques de divers secteurs des opérations de Services partagés Canada, ainsi que par le comité ministériel de vérification, qui donne objectivement des conseils et des recommandations au Président sur le caractère suffisant, la qualité et les résultats de l'assurance fournie à l'égard de la pertinence et du fonctionnement des cadres et des processus de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance. Le comité donne également des conseils sur les états financiers au Président de Services partagés Canada.

Les états financiers de Services partagés Canada n'ont pas fait l'objet d'un audit.

Original signé par

Original signé par

Paul Glover
Président

Denis Bombardier, CPA, CGA
Sous-ministre adjoint principal,
Dirigeant principal des finances

Ottawa, Canada
Le 5 octobre 2020

Services partagés Canada
État de la situation financière (non audité)
au 31 mars
(en milliers de dollars)

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 4)	478 417	619 255
Indemnités de vacances et congés compensatoires	56 794	45 685
Revenus reportés (note 5)	-	1 062
Obligations au titre d'immobilisations corporelles louées (note 6)	179 335	233 831
Obligation en vertu d'un partenariat public-privé (note 7)	120 487	136 842
Avantages sociaux futurs (note 8)	29 963	28 726
Total des passifs	864 996	1 065 401
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	268 152	420 738
Débiteurs et avances (note 9)	260 404	257 705
Total des actifs financiers bruts	528 556	678 443
Actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement		
Débiteurs et avances (note 9)	(3 401)	(3 526)
Total des actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement	(3 401)	(3 526)
Total des actifs financiers nets	525 155	674 917
Dette nette ministérielle	339 841	390 484
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	64 705	9 100
Immobilisations corporelles (note 10)	1 236 835	1 261 350
Total des actifs non financiers	1 301 540	1 270 450
Situation financière nette ministérielle	961 699	879 966

Obligations contractuelles et droits contractuels (note 11)
 Passifs éventuels et actifs éventuels (note 12)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Original signé par

Paul Glover
Président

Ottawa, Canada
 Le 5 octobre 2020

Original signé par

Denis Bombardier, CPA, CGA
Sous-ministre adjoint principal,
Dirigeant principal des finances

Services partagés Canada
État des résultats et de la situation financière nette ministérielle (*non audité*)
pour l'exercice terminé le 31 mars
(en milliers de dollars)

	<u>2020</u>	<u>2020</u>	<u>2019</u>
	Résultats prévus		
Charges			
Courriel et technologie en milieu de travail	145 902	215 856	167 069
Centres de données	776 811	796 671	826 087
Télécommunications	998 324	958 570	942 818
Cybersécurité et sécurité de la TI	211 156	211 966	191 062
Gestion des relations avec la clientèle et des services	246 355	273 353	230 017
Services internes	227 064	260 315	221 948
Total des charges	2 605 612	2 716 731	2 579 001
Revenus			
Vente de biens et services	677 609	745 116	694 051
Revenus divers	423	367	336
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(11 555)	(12 017)	(12 301)
Total des revenus	666 477	733 466	682 086
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	1 939 135	1 983 265	1 896 915
Financement du gouvernement et transferts			
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada		2 101 007	1 774 301
Variation du montant à recevoir du Trésor		(152 586)	72 606
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 13)		116 254	93 829
Transfert net des trop-payés salariaux provenant d'autres ministères		323	173
Transfert d'immobilisations corporelles provenant d'autres ministères		-	52
Transfert d'actifs à d'autres ministères (note 14)		-	(1 487)
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts		(81 733)	(42 559)
Situation financière nette ministérielle – début de l'exercice		879 966	837 407
Situation financière nette ministérielle – fin de l'exercice		961 699	879 966

Information sectorielle (note 15)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Services partagés Canada
État de la variation de la dette nette ministérielle (*non audité*)
pour l'exercice terminé le 31 mars
(en milliers de dollars)

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	(81 733)	(42 559)
Variation due aux immobilisations corporelles		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	349 151	413 704
Amortissement des immobilisations corporelles	(334 855)	(278 509)
Perte nette sur l'aliénation d'immobilisations corporelles incluant des ajustements	(38 811)	(360)
Transferts provenant d'autres ministères	-	52
Transferts à d'autres ministères	-	(263)
Total de la variation due aux immobilisations corporelles	(24 515)	134 624
Variation due aux charges payées d'avance	55 605	(7 470)
Augmentation (diminution) nette de la dette nette ministérielle	(50 643)	84 595
Dette nette ministérielle – début de l'exercice	390 484	305 889
Dette nette ministérielle – fin de l'exercice	<u>339 841</u>	<u>390 484</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Services partagés Canada
État des flux de trésorerie (non audité)
pour l'exercice terminé le 31 mars
(en milliers de dollars)

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
Activités de fonctionnement		
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	1 983 265	1 896 915
Éléments n'affectant pas l'encaisse:		
Amortissement des immobilisations corporelles	(334 855)	(278 509)
Perte nette sur l'aliénation d'immobilisations corporelles incluant des ajustements	(38 811)	(360)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 13)	(116 254)	(93 829)
Transfert net des trop-payés salariaux provenant d'autres ministères	(323)	(173)
Variations de l'état de la situation financière:		
Augmentation (diminution) des débiteurs et avances	2 824	(9 560)
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance	55 605	(7 470)
Diminution (augmentation) des créditeurs et charges à payer	140 838	(55 118)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	(11 109)	(7 020)
Diminution (augmentation) des revenus reportés	1 062	1 274
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	(1 237)	(2 009)
Ajustement de l'obligation en vertu d'un partenariat public-privé	12 981	-
Transfert de charges payées d'avance à d'autres ministères (note 14)	-	1 224
Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement	1 693 986	1 445 365
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisitions d'immobilisations corporelles (excluant les immobilisations corporelles louées et l'actif en construction lié à un partenariat public-privé)	349 151	276 862
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations	349 151	276 862
Activités de financement		
Paiements sur les obligations au titre d'immobilisations corporelles louées	54 496	52 074
Paiements sur l'obligation en vertu d'un partenariat public-privé	3 374	-
Encaisse utilisée pour les activités de financement	57 870	52 074
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	2 101 007	1 774 301

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Services partagés Canada
Notes aux états financiers (non audités)
pour l'exercice terminé le 31 mars

1. Pouvoirs et objectifs

Services partagés Canada (SPC) a été créé le 4 août 2011 pour transformer la façon dont le gouvernement du Canada gère son infrastructure de technologie de l'information (TI). SPC exerce ses activités en vertu de la *Loi sur Services partagés Canada* et rend compte de celles-ci au Parlement par l'intermédiaire de la ministre du Gouvernement numérique. SPC fournit des services liés au courriel, aux centres de données, aux réseaux et à la TI des utilisateurs finaux à des organismes désignés par le gouverneur en conseil. SPC assure aussi la coordination opérationnelle pangouvernementale de services d'infrastructure de TI sécurisés. La ministre responsable de SPC a le pouvoir d'acquérir tout équipement nécessaire pour fournir des services partagés d'infrastructure de TI aux ministères. Le maintien de solides relations avec les clients et d'une bonne gestion des services est essentiel à la réussite du mandat de SPC.

Le cadre ministériel des résultats de SPC est structuré selon les cinq responsabilités essentielles et services internes suivants :

- **Courriel et technologie en milieu de travail** : SPC procure, gère et protège les services de courrier électronique pour ses organisations clientes. SPC acquiert et fournit également du matériel informatique et des logiciels pour les appareils en milieu de travail.
- **Centres de données** : SPC fournit des services de centres de données modernes, sécurisés et fiables aux organisations clientes pour le stockage, le traitement et la distribution de données à distance, y compris le courtage en infonuagiques et les services informatiques.
- **Télécommunications** : SPC fournit des services de communication de données, de voix et de vidéo dans l'ensemble du gouvernement du Canada. SPC fournit également l'infrastructure informatique de TI du centre de contact du gouvernement du Canada, les services cellulaires et les services d'appel sans-frais.
- **Cybersécurité et sécurité de la TI** : SPC collabore avec d'autres ministères du gouvernement du Canada pour fournir des services sécurisés d'infrastructure de TI afin d'assurer la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données électroniques stockées, traitées et transmises par le gouvernement du Canada.
- **Gestion des relations avec la clientèle et des services** : SPC fournit des fonctions de gestion des relations avec la clientèle et des services afin de veiller à ce que les clients soient appuyés et mobilisés et d'assurer la saine gestion de leurs services de TI durant tout leur cycle de vie.
- **Services internes** : Les services internes comprennent ces groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations. Les services internes désignent les activités et les ressources des 10 services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des services internes d'un ministère. Ces services sont les services de gestion et de surveillance, les services des communications, les services juridiques, les services de gestion des ressources humaines, les services de gestion financière, les services de gestion de l'information, les services de la technologie de l'information, les services de gestion des biens immobiliers, les services de gestion du matériel et les services de gestion des acquisitions.

Services partagés Canada
Notes aux états financiers (*non audités*)
pour l'exercice terminé le 31 mars

2. Sommaire des principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du gouvernement énoncées ci-après, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes:

a) Autorisations parlementaires

SPC est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La présentation des autorisations consenties à SPC ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'état de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. La note 3 présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers.

Les montants des résultats prévus inclus dans les sections « Charges » et « Revenus » de l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle correspondent aux montants rapportés dans l'état des résultats prospectifs intégrés au *Plan ministériel 2019-2020*. Les montants des résultats prévus ne sont pas inclus dans la section « Financement du gouvernement et transferts » de l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ni dans l'état de la variation de la dette nette ministérielle parce que ces montants n'ont pas été inclus dans le *Plan ministériel 2019-2020*.

b) Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada

SPC fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par SPC est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par SPC sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement fédéral.

c) Montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser)

Le montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser) découle d'un écart temporaire entre le moment où une opération affecte les autorisations du ministère et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que SPC a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs.

d) Revenus

Les revenus sont constatés dans l'exercice ou s'est produit l'événement qui a donné lieu aux revenus.

Les revenus reportés se composent des montants reçus à l'avance pour la livraison de biens et la prestation de services qui seront reconnus à titre de revenus dans un exercice ultérieur où ils seront gagnés.

Les revenus qui ne sont pas disponibles à être dépensés ne peuvent servir à acquitter les passifs de SPC. Bien que l'on s'attende à ce que le Président de SPC maintienne le contrôle comptable, il n'a pas l'autorité sur la disposition des revenus non disponibles à dépenser. Par conséquent, les revenus non

Services partagés Canada
Notes aux états financiers (*non auditées*)
pour l'exercice terminé le 31 mars

disponibles à dépenser à nouveau sont considérés comme étant gagnés pour le compte du gouvernement du Canada et sont donc présentés en réduction du montant brut des revenus de SPC.

e) Charges

Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi.

Les services fournis gratuitement par d'autres ministères pour les locaux et les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires sont comptabilisés à titre de charges de fonctionnement à leur valeur comptable.

f) Avantages sociaux futurs

- i. Prestations de retraite: Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime d'avantages sociaux multiemployeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de SPC au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du ministère découlant du régime. La responsabilité de SPC relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en tant que répondant du régime.
- ii. Indemnités de départ: L'accumulation des indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour les groupes d'employés éligibles. L'obligation restante pour les employés n'ayant pas retiré leurs avantages est calculée à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de départ pour l'ensemble du gouvernement.

g) Débiteurs et avances

Les débiteurs et avances sont présentés au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation. Une provision est établie pour les créances dont le recouvrement est incertain.

h) Immobilisations corporelles

Les coûts d'acquisition de terrains, de bâtiments, de matériel et d'autres immobilisations sont capitalisés comme immobilisations corporelles et, à l'exception des terrains, sont amortis aux charges au cours de la durée de vie utile estimative des biens, tel que décrit ci-bas. Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût initial est d'au moins 10 000\$ sont comptabilisées à leur coût d'achat. Les immobilisations corporelles ne comprennent pas les biens immeubles situés sur les réserves, tels que définis par la *Loi sur les Indiens*, des oeuvres d'art, des collections de musées et les terres publiques auxquelles il est impossible d'attribuer un coût d'acquisition; et des actifs incorporels.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit :

Services partagés Canada
Notes aux états financiers (non auditées)
pour l'exercice terminé le 31 mars

Catégorie d'immobilisations	Période d'amortissement
Bâtiments	De 20 à 50 ans
Travaux et infrastructure	De 20 à 40 ans
Matériel et outillage	De 5 à 15 ans
Matériel informatique	De 3 à 10 ans
Logiciels informatiques	De 3 à 10 ans
Véhicules	De 6 à 8 ans
Améliorations locatives	Le moindre de la durée restante du bail ou de la vie utile de l'amélioration
Immobilisations corporelles louées	Selon la durée de vie utile s'il existe une option à prix de faveur ou sur la durée du bail

Les actifs en construction sont comptabilisés dans la catégorie d'immobilisations applicable dans l'exercice au cours duquel ils deviennent utilisables et ne sont amortis qu'à partir de cette date.

i) Passifs éventuels

Les passifs éventuels sont des obligations potentielles qui peuvent devenir des obligations réelles advenant la réalisation ou non d'un ou plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie, une provision est comptabilisée et une charge est comptabilisée dans les autres charges. Si la probabilité de l'événement ne peut être déterminée ou s'il est impossible d'établir une estimation raisonnable du montant, l'éventualité est présentée dans les notes complémentaires aux états financiers.

j) Actifs éventuels

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui peuvent devenir des actifs réels advenant la réalisation ou non d'un ou plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non, l'actif éventuel est présenté dans les notes complémentaires aux états financiers.

k) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle effectue des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés et divulgués au titre des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers et les notes complémentaires au 31 mars. Les estimations reposent sur des faits et des circonstances, l'expérience historique, la conjoncture économique générale et reflètent la meilleure estimation du gouvernement concernant le montant connexe à la fin de la période de rapport. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont les passifs éventuels, le passif au titre d'avantages sociaux futurs et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que des ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice au cours duquel ils sont connus.

l) Opérations entre apparentés

Les opérations entre apparentés, autre que les opérations interentités, sont comptabilisés à la valeur d'échange.

Les opérations interentités sont des opérations entre des entités sous contrôle commun. Les

Services partagés Canada
Notes aux états financiers (*non auditées*)
pour l'exercice terminé le 31 mars

opérations interentités, autres que les opérations de restructuration, sont comptabilisées sur une base brute et sont évaluées à la valeur comptable, à l'exception de ce qui suit :

- i. Les services à recouvrements de coûts sont comptabilisés à titre de revenus et de charges sur une base brute et mesurés à la valeur d'échange.
- ii. Certains services reçus gratuitement sont comptabilisés à la valeur comptable aux fins des états financiers ministériels.

Services partagés Canada
Notes aux états financiers (non auditées)
pour l'exercice terminé le 31 mars

3. Autorisations parlementaires

SPC reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle et dans l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats des activités de fonctionnement nets de SPC pour l'exercice diffèrent selon qu'ils sont présentés selon le financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations de l'exercice en cours utilisées

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
	<i>(en milliers de dollars)</i>	
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	1 983 265	1 896 915
Ajustements pour les éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais n'ayant aucune incidence sur les autorisations :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(334 855)	(278 509)
Perte nette sur l'aliénation d'immobilisations corporelles incluant des ajustements	(38 811)	(360)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(116 254)	(93 829)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	(11 109)	(7 020)
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	(1 237)	(2 009)
Dépense pour mauvaises créances	-	(2)
Recouvrements et ajustements de charges d'exercices antérieurs	12 545	9 089
Revenus disponibles à être dépensés	1 622	(1 213)
Ajustement de l'obligation en vertu d'un partenariat public-privé	12 981	-
Autre	147	4
Total des éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais n'ayant aucune incidence sur les autorisations	<u>(474 971)</u>	<u>(373 849)</u>
Ajustements pour les éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations :		
Acquisitions d'immobilisations corporelles (excluant les immobilisations corporelles louées et l'actif en construction lié à un partenariat public-privé)	349 151	276 862
Paiements sur les obligations au titre d'immobilisations corporelles louées	54 496	52 074
Paiements sur l'obligation en vertu d'un partenariat public-privé	3 374	-
Augmentation (diminution) des débiteurs pour les trop-payés salariaux	2 676	3 277
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance	<u>55 605</u>	<u>(7 470)</u>
Total des éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations	<u>465 302</u>	<u>324 743</u>
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	<u>1 973 596</u>	<u>1 847 809</u>

Services partagés Canada
Notes aux états financiers (non auditées)
pour l'exercice terminé le 31 mars

b) Autorisations fournies et utilisées

	2020	2019
	<i>(en milliers de dollars)</i>	
Autorisations fournies:		
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement	1 720 436	1 644 414
Crédit 5 – Dépenses en capital	428 519	319 784
Crédit 10 – Rendre les milieux de travail du gouvernement fédéral plus accessibles	241	-
Montants législatifs	95 769	91 208
Moins:		
Périmées: Dépenses de fonctionnement	(176 046)	(149 626)
Périmées: Dépenses en capital	(95 082)	(57 971)
Périmées: Rendre les milieux de travail du gouvernement fédéral plus accessibles	(241)	-
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	1 973 596	1 847 809

4. Crédoiteurs et charges à payer

Le tableau suivant présente les détails des crédoiteurs et charges à payer de SPC:

	2020	2019
	<i>(en milliers de dollars)</i>	
Crédoiteurs - autres ministères et organismes	53 239	39 841
Crédoiteurs - parties externes	294 285	396 406
Total des crédoiteurs	347 524	436 247
Charges à payer	130 893	183 008
Total des crédoiteurs et des charges à payer	478 417	619 255

5. Revenus reportés

Les revenus reportés représentent le solde à la fin de l'exercice des revenus non gagnés résultant de montants reçus avant la prestation des services connexes. Les revenus sont constatés dans la période au cours de laquelle le service est exécuté. Les détails des opérations de ce compte sont comme suit :

	2020	2019
	<i>(en milliers de dollars)</i>	
Solde d'ouverture	1 062	2 336
Montants reçus	-	-
Revenus constatés	(1 062)	(1 274)
Solde de clôture net	-	1 062

Services partagés Canada
Notes aux états financiers (non auditées)
pour l'exercice terminé le 31 mars

6. Obligations au titre d'immobilisations corporelles louées

SPC a conclu des contrats de location-acquisition de matériel informatique d'un coût total de 312 217 milliers de dollars dont l'amortissement cumulé s'élève à 136 543 milliers de dollars au 31 mars 2020 (312 217 milliers de dollars et 81 770 milliers de dollars respectivement au 31 mars 2019). Les obligations liées aux exercices à venir s'établissent comme suit:

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
	<i>(en milliers de dollars)</i>	
2020	-	57 788
2021	62 391	62 391
2022	47 091	47 091
2023	28 090	28 090
2024	26 857	26 857
2025	20 142	20 142
Total des versements minimaux futurs	<u>184 571</u>	<u>242 359</u>
Moins: intérêts théoriques (1,44% à 1,89%)	<u>5 236</u>	<u>8 528</u>
Solde des obligations au titre d'immobilisations corporelles louées	<u>179 335</u>	<u>233 831</u>

7. Obligation en vertu d'un partenariat public-privé

SPC a conclu une entente de partenariat public-privé pour l'amélioration et le développement du centre de données d'entreprise de Borden avec un coût total de 153 304 milliers de dollars dont l'amortissement cumulé s'élève à 4 855 milliers de dollars au 31 mars 2020. Les obligations liées aux exercices à venir s'établissent comme suit:

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
	<i>(en milliers de dollars)</i>	
2020	-	3 933
2021	7 867	7 867
2022	7 867	7 867
2023	7 867	7 867
2024	7 867	7 867
2025	7 867	7 867
2026 et exercices ultérieurs	<u>138 026</u>	<u>138 026</u>
Total des versements minimaux futurs	<u>177 361</u>	<u>181 294</u>
Moins: intérêts théoriques (3,67%) (2,56% en 2018-2019)	<u>56 874</u>	<u>44 452</u>
Solde de l'obligation en vertu d'un partenariat public-privé	<u>120 487</u>	<u>136 842</u>

8. Avantages sociaux futurs

a) Prestations de retraite

Les employés de SPC participent au Régime de retraite de la fonction publique (le « régime »), qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de services validables multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et sont indexées en fonction de l'inflation.

Services partagés Canada
Notes aux états financiers (non audités)
pour l'exercice terminé le 31 mars

Tant les employés que SPC versent des cotisations couvrant le coût du régime. En raison de la modification de la *Loi sur la pension de la fonction publique* à la suite de la mise en œuvre de dispositions liées au *Plan d'action économique du Canada de 2012*, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres existants du régime au 31 décembre 2012, et les cotisants du groupe 2 sont les membres qui ont rejoint le régime depuis le 1^{er} janvier 2013. Chaque groupe a un taux de cotisation distinct.

Le montant des charges de 2019-2020 s'élève à 63 890 milliers de dollars (61 723 milliers de dollars en 2018-2019). Pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,01 fois (1,01 fois en 2018-2019) les cotisations des employés et, pour les membres du groupe 2, à environ 1,00 fois (1,00 fois en 2018-2019) les cotisations des employés.

La responsabilité de SPC relative au régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers consolidés du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du régime.

b) Indemnités de départ

Précédemment, les indemnités de départ accordées aux employés étaient basées sur l'éligibilité de l'employé, les années de services et le salaire au moment de la cessation d'emploi. Par contre, depuis 2011, l'accumulation d'indemnités de départ pour les départs volontaires a progressivement cessé pour la majorité des employés. Les employés assujettis à ces changements ont eu la possibilité de recevoir la totalité ou une partie de la valeur des avantages accumulés jusqu'à présent ou d'encaisser la valeur totale ou restante des avantages au moment où ils quitteront la fonction publique. En date du 31 mars 2020, la majorité des règlements pour encaisser immédiatement la valeur des indemnités étaient complétés. Ces indemnités ne sont pas financées et conséquemment, les remboursements de l'obligation en cours seront prélevés sur les autorisations futures.

Les changements dans l'obligation durant l'année sont les suivants :

	2020	2019
	<i>(en milliers de dollars)</i>	
Obligations au titre des prestations constituées, début de l'exercice	28 726	26 717
Charge (ajustement) pour l'exercice	4 133	5 838
Prestations versées pendant l'exercice	(2 896)	(3 829)
Obligations au titre des prestations constituées, fin de l'exercice	29 963	28 726

Services partagés Canada
Notes aux états financiers (non audités)
pour l'exercice terminé le 31 mars

9. Débiteurs et avances

Le tableau suivant présente les détails des débiteurs et des avances de SPC:

	<u>2020</u>	<u>2019</u>
	<i>(en milliers de dollars)</i>	
Débiteurs – autres ministères et organismes	246 400	240 528
Débiteurs – parties externes	13 884	17 074
Avances aux employés	121	107
Sous-total	<u>260 405</u>	<u>257 709</u>
Provision pour créances douteuses sur les débiteurs des parties externes	(1)	(4)
Débiteurs et avances bruts	<u>260 404</u>	<u>257 705</u>
Débiteurs détenus pour le compte du gouvernement	(3 401)	(3 526)
Débiteurs et avances nets	<u><u>257 003</u></u>	<u><u>254 179</u></u>

Services partagés Canada
Notes aux états financiers (non auditées)
pour l'exercice terminé le 31 mars

10. Immobilisations corporelles

(en milliers de dollars)

Catégorie d'immobilisations	Coût					Amortissement cumulé					Valeur comptable nette	
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Ajustements (1)	Aliénations et radiations	Solde de clôture	Solde d'ouverture	Amortissement	Ajustements (1)	Aliénations et radiations	Solde de clôture	2020	2019
Bâtiments	3 085	-	153 304	-	156 389	2 563	3 168	1 789	-	7 520	148 869	522
Travaux et infrastructure	1 310	-	-	-	1 310	228	52	-	-	280	1 030	1 082
Matériel et outillage	55 047	1 081	1 930	-	58 058	45 460	2 860	210	-	48 530	9 528	9 587
Matériel informatique	1 926 203	264 597	44 609	13 417	2 221 992	1 331 945	248 574	1 303	13 313	1 568 509	653 483	594 258
Logiciels informatiques	201 200	2 671	34 535	-	238 406	185 026	17 479	(1)	-	202 504	35 902	16 174
Véhicules	2 517	404	-	61	2 860	477	333	-	61	749	2 111	2 040
Améliorations locatives	48 909	13 020	5 131	-	67 060	27 952	7 616	-	-	35 568	31 492	20 957
Immobilisations corporelles louées	312 217	-	-	-	312 217	81 770	54 773	-	-	136 543	175 674	230 447
Actifs en construction	386 283	67 378	(274 915)	-	178 746	-	-	-	-	-	178 746	386 283
Total	2 936 771	349 151	(35 406)	13 478	3 237 038	1 675 421	334 855	3 301	13 374	2 000 203	1 236 835	1 261 350

(1) Les ajustements incluent des actifs en construction de 238 983 milliers de dollars qui ont été transférés à d'autres catégories à la suite de l'achèvement des actifs.

Les ajustements incluent également un montant net de 38 707 milliers de dollars en ajustements de charges de l'année précédente.

Services partagés Canada
Notes aux états financiers (non auditées)
pour l'exercice terminé le 31 mars

11. Obligations contractuelles et droits contractuels

a) Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités de SPC peuvent donner lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels SPC sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années pour l'acquisition de biens ou de services. Voici les principales obligations contractuelles (10 millions de dollars ou plus) pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite:

<i>(en milliers de dollars)</i>	2021	2022	2023	2024	2025	2026 et exercices ultérieurs	Total
Acquisitions de biens et services	659 441	389 112	344 448	316 735	272 532	318 218	2 300 486
Immobilisations corporelles	-	-	13 020	-	-	-	13 020
Total	659 441	389 112	357 468	316 735	272 532	318 218	2 313 506

b) Droits contractuels

SPC a déterminé qu'il n'y a aucun droit contractuel devant être divulgué dans ces états financiers.

12. Passifs éventuels et actifs éventuels

a) Passifs éventuels

Des réclamations ont été faites auprès de SPC dans le cours normal de ses activités. Lorsqu'un paiement futur est probable et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être effectuée, une provision pour les réclamations et les litiges est comptabilisée. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers de SPC. Les réclamations et les litiges pour lesquels le dénouement est indéterminable et dont le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable de la direction totalisent approximativement 200 milliers de dollars au 31 mars 2020 (zéro au 31 mars 2019).

b) Actifs éventuels

SPC a déterminé qu'il n'y a aucun actif éventuel devant être divulgué dans ces états financiers.

13. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, SPC est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Les apparentés incluent également les personnes faisant partie des principaux dirigeants ou un membre de la famille proche de ces personnes et les entités contrôlées en tout ou en partie par un membre des principaux dirigeants ou un membre de la proche famille de ces personnes.

SPC conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Services partagés Canada
Notes aux états financiers (non audités)
pour l'exercice terminé le 31 mars

a) Services communs fournis gratuitement par d'autres ministères

Au cours de l'exercice, SPC a reçu gratuitement des services de certaines organisations de services communs relatifs aux locaux et aux cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires. Ces services reçus gratuitement ont été constatés à la valeur comptable comme suit dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle :

	2020	2019
	<i>(en milliers de dollars)</i>	
Cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires	60 805	51 999
Locaux	55 449	41 830
Total	116 254	93 829

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et l'efficacité de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organisations de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournisse gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts à tous les ministères et organismes par Services publics et Approvisionnement Canada, ne sont pas inclus dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle de SPC.

b) Services communs fournis gratuitement à d'autres ministères

Au cours de l'exercice, SPC a fourni gratuitement à d'autres ministères des services d'infrastructure de TI. Ces services ne sont pas constatés comme revenus dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle.

c) Autres transactions avec d'autres ministères et organismes

	2020	2019
	<i>(en milliers de dollars)</i>	
Charges – Services fournis à SPC par d'autres ministères et organismes	197 357	228 398
Revenus – Services fournis par SPC à d'autres ministères et organismes	740 487	689 840

Les charges et les revenus inscrits à la section c) n'incluent pas les services communs fournis gratuitement qui sont déjà inscrits dans la section a).

Services partagés Canada
Notes aux états financiers (*non auditées*)
pour l'exercice terminé le 31 mars

14. Transfert à d'autres ministères

À compter du 1^{er} octobre 2018, SPC a transféré la responsabilité du contrôle et de la supervision du Centre des opérations de sécurité au Centre de la sécurité des télécommunications conformément au décret en conseil (C.P. 2018-1061), y compris la responsabilité de la gérance des actifs et des passifs liés au programme. Par conséquent, le 1^{er} octobre 2018, SPC a transféré les actifs suivants du Centre des opérations de sécurité au Centre de la sécurité des télécommunications:

	2019
	<i>(en milliers de dollars)</i>
Charges payées d'avance	1 224
Immobilisations corporelles (valeur comptable nette) (note 10)	263
Total des actifs transférés	<u>1 487</u>
Ajustement à la situation financière nette ministérielle	<u>1 487</u>

Services partagés Canada
Notes aux états financiers (non auditées)
pour l'exercice terminé le 31 mars

15. Information sectorielle

La présentation de l'information sectorielle est fondée sur la responsabilité essentielle de SPC. La présentation par secteur est fondée sur les mêmes conventions comptables décrites à la note 2, Sommaire des principales conventions comptables. Le tableau qui suit présente les charges engagées et les revenus générés pour les principales responsabilités essentielles, par principaux articles de dépenses et types de revenus. Voici les résultats de chaque segment pour la période :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Courriel et technologie en milieu de travail	Centres de données	Télécommu- nications	Cybersécurité et sécurité de la TI	Gestion des relations avec la clientèle et des services	Services internes	Total 2020	Total 2019
Charges de fonctionnement								
Salaires et avantages sociaux des employés	40 982	210 617	173 334	78 266	168 959	148 005	820 163	749 814
Télécommunications	7 194	724	472 469	1 809	1 479	3 471	487 146	534 006
Amortissement des immobilisations corporelles	9 520	212 130	89 113	20 590	691	2 811	334 855	278 509
Location	129 484	127 879	23 130	35 833	5 948	2 721	324 995	375 580
Services professionnels et spécialisés	12 148	38 880	45 980	39 830	75 365	64 153	276 356	239 947
Entretien et réparations	7 837	94 145	87 745	23 790	1 536	3 692	218 745	168 379
Machinerie et matériel	5 457	69 652	52 462	5 606	3 872	8 713	145 762	152 536
Locaux	2 772	14 241	11 812	5 352	11 422	22 709	68 308	58 145
Intérêts sur l'obligation en vertu d'un partenariat public-privé	-	11 262	-	-	-	-	11 262	-
Services publics, fournitures et approvisionnements	100	4 925	531	245	471	1 335	7 607	7 619
Transport	299	1 486	1 730	457	928	2 252	7 152	7 654
Intérêts relatifs aux contrats de location-acquisition	-	3 292	-	-	-	-	3 292	4 181
Information	12	8	128	56	2 667	410	3 281	1 315
Perte sur l'aliénation d'immobilisations corporelles	-	52	52	-	-	-	104	351
Autres charges	51	7 378	84	132	15	43	7 703	965
Total des charges de fonctionnement	215 856	796 671	958 570	211 966	273 353	260 315	2 716 731	2 579 001
Revenus								
Vente de biens et services	62 438	224 025	356 707	67 459	34 487	-	745 116	694 051
Revenus divers	43	80	40	179	3	22	367	336
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(642)	(2 111)	(7 095)	(1 161)	(986)	(22)	(12 017)	(12 301)
Total des revenus	61 839	221 994	349 652	66 477	33 504	-	733 466	682 086
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	154 017	574 677	608 918	145 489	239 849	260 315	1 983 265	1 896 915

Annexe à la
Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

Évaluation des contrôles internes exercés sur les rapports financiers et le plan d'action de l'exercice financier terminé le 31 mars 2020

1. Introduction

Le présent document fournit de l'information sommaire sur les mesures prises par Services partagés Canada (SPC) pour maintenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF), y compris des renseignements sur sa gestion des contrôles internes, les résultats d'évaluation et les plans d'action connexes.

Des renseignements détaillés sur les pouvoirs, le mandat et les activités de programme du ministère se trouvent dans le *Rapport sur les résultats ministériels pour l'exercice 2019-2020* et le [Plan ministériel pour l'exercice 2020-2021](#).

2. Système ministériel de contrôle interne en matière de rapports financiers

2.1 Gestion de contrôle interne

SPC est doté d'une structure de gouvernance et de reddition de comptes bien établie pour appuyer les efforts d'évaluation et de surveillance de son système de contrôle interne. Un cadre ministériel de gestion du contrôle interne, approuvé par le président, est instauré et englobe :

- des structures de responsabilisation organisationnelle relativement à la gestion du contrôle interne en vue d'appuyer une saine gestion financière, y compris les rôles et les responsabilités des cadres supérieurs dans leurs secteurs de responsabilité pour la gestion du contrôle;
- un processus d'attestation interne à l'appui de la certification par le président et du dirigeant principal des finances, selon lequel les cadres de la haute gestion ministériels qui se rapportent au président attestent qu'ils ont maintenu un système efficace de contrôle interne sur l'information financière dans leur domaine de responsabilité;
- un code de valeurs et d'éthique;
- la communication et la formation continues concernant les exigences législatives, les politiques et les procédures d'une saine gestion financière et des contrôles financiers;
- la surveillance régulière de la gestion du contrôle interne ainsi qu'une reddition de comptes périodique à cet effet, ainsi que la communication des résultats de l'évaluation connexe au président de même qu'à la haute direction du Ministère et, s'il y a lieu, au Comité de vérification du Ministère.

Le Comité de vérification du Ministère conseille le président sur la pertinence et le fonctionnement des processus et des cadres de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance du Ministère.

2.2 Ententes de services pertinentes aux états financiers

SPC compte sur d'autres organisations pour le traitement de certaines transactions qui sont comptabilisées dans ses états financiers, comme suit :

Ententes en matière de services communs :

- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) est responsable de la gestion centralisée du paiement des salaires et de l'approvisionnement en biens et en services conformément à la délégation de pouvoirs de SPC, en plus de fournir des services de gestion des locaux;
- Le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada fournit des services liés à l'assurance de la fonction publique aux employés de SPC et administre de façon centralisée le versement de la part des cotisations de l'employeur aux régimes d'avantages sociaux des employés (c'est-à-dire le Régime de pension de retraite de la fonction publique, le régime d'assurance-emploi, le Régime de pensions du Canada, le Régime des rentes du Québec et le Régime de prestations supplémentaires de décès de la fonction publique) au nom de SPC;
- Le ministère de la Justice fournit des services juridiques à SPC.

Les lecteurs de cette annexe peuvent se reporter aux annexes des organisations susnommées pour mieux comprendre les systèmes de CIRF relativement à ces services particuliers.

SPC se fie à d'autres ministères pour le traitement de certaines opérations ou des renseignements qui sont inscrits dans ses états financiers, comme suit :

Arrangements particuliers :

- SPAC fournit à SPC une plateforme de système financier SAP afin de saisir et de déclarer toutes les transactions financières;
- Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) fournit à SPC une plateforme PeopleSoft pour traiter les opérations liées aux ressources humaines (RH).

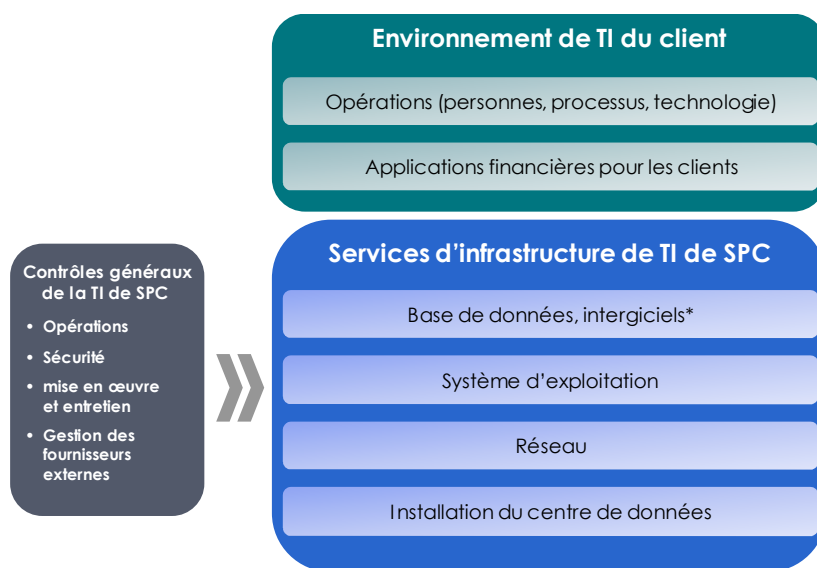
2.3 Services communs fournis par SPC

Le gouvernement du Canada a créé SPC en 2011 afin de transformer la façon dont le gouvernement gère son infrastructure de technologie de l'information. SPC a réuni des personnes, des ressources informatiques et des actifs de 43 ministères et organismes fédéraux afin d'améliorer l'efficacité, la fiabilité et la sécurité de l'infrastructure informatique du gouvernement.

La stratégie de migration de la charge de travail permettra aux clients de SPC de migrer, au fil du temps, des applications et des données d'environnements de systèmes informatiques traditionnels vers des centres de données d'entreprise modernes qui offriront des applications, une infrastructure et des services optimisés. Dans l'intervalle, SPC continue de fournir des services d'infrastructure informatique aux entreprises clientes qui exploitent des systèmes informatiques dans des environnements hérités, partiellement ou totalement modernisés.

Le diagramme suivant fournit une vue récapitulative des couches d'infrastructure concernées par l'évaluation du CGTI.

Figure 1



** La responsabilité de certains éléments d'infrastructure est partagée entre SPC et ses clients conformément aux accords conclus avec les clients. Par exemple, pour les services de plate-forme (services de base de données et intergiels), selon le client, certains composants sont entièrement gérés par SPC, tandis que d'autres ne le sont que partiellement.*

La *Politique sur la gestion financière du Conseil du Trésor* partage des responsabilités en matière de contrôle interne. En tant que fournisseur de services commun, SPC est responsable de l'évaluation des contrôles généraux de la TI pour les services d'infrastructure de TI fournis aux clients. Les clients sont responsables de l'évaluation des contrôles au niveau des applications et des contrôles informatiques généraux qui supportent leurs applications financières.

3. Résultats de l'évaluation ministérielle au cours de l'exercice 2019-2020 (CIRF)

Au cours de l'exercice 2019-2020, SPC a continué de réaliser des progrès sur le plan de l'évaluation et de l'amélioration de ses contrôles clés. Le tableau ci-dessous résume les progrès accomplis par le ministère en fonction des plans décrits dans l'annexe de l'exercice précédent.

Progrès réalisés au cours de l'exercice 2019-2020	
Élément dans le plan d'action de l'exercice précédent	État
Contrôles généraux de la TI relatifs au système source : vérification de l'efficacité de la conception, vérification de l'efficacité opérationnelle et correction des lacunes.	La vérification des contrôles généraux de la TI relatif aux systèmes sources a été reportée. Elle aura lieu après l'évaluation des processus opérationnels.
Contrôles généraux de la TI relatifs au système financier SIGMA : activités de surveillance continue des contrôles clés.	Réévaluation par rotation terminée pour les CGTI de SIGMA. Aucune correction significative requise.
Dépenses d'exploitation et comptes créditeurs : vérification de l'efficacité opérationnelle et correction des lacunes.	La vérification de l'efficacité opérationnelle du processus de dépenses et de comptes créditeurs est largement terminée. L'évaluation du traitement des factures pour les dépenses de télécommunication est en attente d'une refonte de ce sous-processus. Un groupe de travail interfonctionnel dirigé par un directeur a été établi pour identifier les enjeux du processus.
Revenu et comptes débiteurs : test d'efficacité opérationnelle et mesures correctives.	Les tests d'efficacité opérationnelle ont considérablement progressés. La correction des lacunes sont en cours.
Immobilisations : vérification de l'efficacité de la conception et correction des lacunes.	La vérification de l'efficacité de la conception a été reportée en attendant le résultat de l'initiative de gestion des actifs organisationnels.
Paie et avantages sociaux : vérification de l'efficacité opérationnelle et correction des lacunes.	La vérification de l'efficacité opérationnelle est substantiellement achevée. En attente de la correction des lacunes pour terminer l'évaluation du processus de paie et prévoit être finalisée en 2020-2021

Les renseignements sur les tests de l'efficacité conceptuelle et opérationnelle, la surveillance continue et les mesures correctives des secteurs de contrôle clé sont présentés ci-dessous.

3.1 Tests de l'efficacité conceptuelle des contrôles clés

En 2018-2019, le ministère a reporté l'achèvement des tests d'efficacité de la conception des contrôles pour le secteur des immobilisations. Le ministère mène actuellement une initiative de gestion des actifs afin d'examiner les processus de suivi du cycle de vie des immobilisations et d'améliorer la précision des informations relatives aux immobilisations de SPC. Le test des processus pour comptabiliser les immobilisations sera effectué une fois que la mise en œuvre du processus remodelé sera terminée, ce qui est prévu pour 2020-2021. L'évaluation des contrôles généraux des TI des systèmes sources a également été reportée dans l'attente de l'achèvement de l'évaluation de tous les processus opérationnels.

3.2 Tests de l'efficacité opérationnelle des contrôles clés

En 2019-2020, le ministère a progressé dans les tests d'efficacité opérationnelle relatifs au processus de la paie et au processus de revenu et comptes débiteurs.

À la suite des tests d'efficacité opérationnelle, le Ministère n'a trouvé aucune lacune importante pouvant conduire à des inexactitudes importantes dans ses états financiers. Cependant, des domaines d'amélioration ont été identifiés et un plan d'action est mis en œuvre pour :

- renforcer les performances de la vérification des comptes et de la certification sur la paie.
- Renforcer l'efficacité de la vérification des comptes par rapport aux dépenses des services de télécommunication.
- Améliorer la conservation et le classement des documents justificatifs et des pistes d'audit dans le système de classement institutionnel.

Le programme d'assurance de la qualité de la paie a été finalisé et partiellement mis en œuvre. La mise en œuvre complète du programme est prévue en 2020-2021.

3.3 Surveillance continue des contrôles clés

En 2019.2020, le Ministère a effectué des activités de surveillance continue de ses contrôles généraux de la technologie de l'information (CGTI) sur le système financier ministériel (SIGMA).

Le Ministère n'a trouvé aucune lacune importante pouvant conduire à des inexactitudes importantes dans ses états financiers.

4. État et plan d'action pour le prochain exercice et les exercices subséquents (CIRF)

Grâce aux progrès réalisés à ce jour, SPC sera en mesure de substantiellement compléter l'évaluation approfondie de son système de contrôle interne en matière de rapports financiers au cours de l'exercice 2020-2021, à l'exception des immobilisations, car la réalisation de l'évaluation dépend de l'avancement du projet sur la gestion des actifs qui sera entrepris au cours des deux prochaines années. À ce moment, le ministère appliquera son plan cyclique de surveillance continue afin de réévaluer le rendement des contrôles en fonction du risque dans l'ensemble des secteurs de contrôle. L'état et le plan d'action pour l'achèvement des secteurs de contrôle ciblés pour le prochain exercice et les exercices subséquents figurent dans le tableau suivant :

4.1 Impact de la COVID-19 sur le CIRF

SPC prévoit de réévaluer sa dernière évaluation des risques relative aux CIRF en mettant l'emphase sur l'environnement de contrôle et sur les processus opérationnels à risque élevé. Cette réévaluation permettra au ministère de déterminer si le COVID-19 a eu un impact sur leur efficacité. Les processus opérationnels qui ont été touchés par la COVID-19 ont été identifiés et seront vérifiés en 2020-2021.

SPC a un processus opérationnel du CIRF, soit la clôture d'exercice financier et rapports (clôture de fin d'année), qui a eu lieu uniquement après la COVID-19. Le ministère prévoit examiner les contrôles clés de

Annexe à la Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers – Exercice financier 2019-2020

ce processus en 2020-2021, afin de déterminer s'il y a un changement significatif ou s'il y a présence d'un nouveau risque qui pourrait avoir un impact sur la validité, l'exactitude et l'exhaustivité de ses états financiers.

État et plan d'action pour le prochain exercice et les exercices subséquents			
Secteur de contrôle clé	Tests de l'efficacité de la conception et correction	Tests de l'efficacité opérationnelle et correction	Surveillance continue
Contrôles exercés à l'échelle de l'entité	Terminés	Terminés	2020-2021
CGTI liés à SIGMA	Terminés	Terminés	2020-2021
CGTI liés aux systèmes sources connexes ¹	2021-2022	2022-2023	Années subséquentes
Contrôles liés aux processus opérationnels			
Clôture d'exercice financier et rapports	Terminés	Terminés	2020-2021
Charges d'exploitation et de ses comptes créditeurs	Terminés	Substantiellement terminés. Années subséquentes pour le traitement des factures de télécommunication	2020-2021
Revenus et comptes débiteurs	Terminés	Substantiellement terminés	2021-2022
Immobilisations	2020-2021	Années subséquentes	Années subséquentes
La paie et avantages sociaux	Terminés	Substantiellement terminés	2021-2022

5. Résultats de l'évaluation annuelle des fournisseurs de services communs (FSC) pour 2019-2020 et plan d'action pour les années à venir

SPC offre des services d'infrastructure de TI à des organisations clientes qui utilisent des systèmes de TI dans un environnement existant, partiellement modernisé ou complètement modernisé.

Un environnement existant fait référence à un système plus vieux hérité d'un client et qui reste essentiel à l'organisme. Un environnement partiellement modernisé fait référence à un système qui comprend un mélange d'anciennes et de nouvelles composantes. Un environnement complètement modernisé fait référence à un système qui comprend principalement de nouvelles composantes et qui est hébergé dans un centre de données d'entreprise moderne.

Les CGTI sont répartis en deux catégories : les contrôles spécifiques à un client, applicables à un client qui utilise un système dans un environnement existant ou un environnement partiellement modernisé ; les contrôles communs, applicables à tous les clients qui utilisent un système dans un environnement partiellement ou complètement modernisé.

5.1 État d'avancement et plan d'action ministériel pour le prochain exercice financier et les suivants (FSC)

¹ Les systèmes sources connexes inclus : PeopleSoft et Procure-to-Pay (P2P)

Annexe à la Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers – Exercice financier 2019-2020

SPC, en tant que FSC de services d'infrastructure de TI, a mis en œuvre une évaluation pluriannuelle fondée sur les risques des CGTI en lien avec ces services.

Les résultats de cette évaluation et les plans d'avenir sont présentés ci-dessous.

État d'avancement et plan d'action pour le prochain exercice et les exercices subséquents			
Principaux secteurs de contrôle	Tests de l'efficacité conceptuelle et remédiation	Tests de l'efficacité opérationnelle et remédiation	Surveillance continue
Contrôles à l'échelle de l'entité	Terminés	2023-2024	Années subséquentes
Contrôles communs	2020-2021	2021-2022	Années subséquentes
Contrôles spécifiques aux clients (SMGFM ²) – Clients avec un risque élevé lié aux rapports financiers	Terminés	2021-2022	Années subséquentes
Contrôles spécifiques aux clients (SMGFM ³) – Clients avec un risque moyen lié aux rapports financiers	2021-2022	2023-2024	Années subséquentes
Contrôles spécifiques aux clients (Systèmes centraux du GC ²)	Terminés	2022-2023	Années subséquentes
Contrôles spécifiques aux clients (Systèmes significatifs ³)	2021-2022	2023-2024	Années subséquentes

5.2 Résultats de l'évaluation ministérielle pour l'exercice financier 2019-2020 (FSC)

Gouvernance et Planification

En 2019-2020, SPC a mis à jour les documents fondamentaux qui soutiennent la gouvernance et la planification, y compris le rapport sur la portée et l'évaluation des risques, le cadre du CGTI et le plan d'évaluation pluriannuel.

² Évaluation des CGTI pour les services d'infrastructure de TI qui prennent en charge les systèmes centraux du gouvernement du Canada (GC) gérés par Services publics et Approvisionnement Canada.

³ Évaluation des CGTI pour les services d'infrastructure de TI qui prennent en charge des systèmes significatifs spécifiques à un client.

Le rapport sur la portée et l'évaluation des risques a été mis à jour pour refléter les changements importants apportés aux services d'infrastructure, aux profils de risque des clients et aux nouvelles exigences en matière de rapports des clients et de SPC.

Le cadre du CGTI décrit le rôle de SPC en tant que fournisseur de services communs de services d'infrastructure informatique et les objectifs et activités de contrôles connexes soutenant les contrôles internes en matière de rapport financier. Le document est périodiquement révisé à mesure que les technologies, les processus et les services à la clientèle évoluent, ce qui peut nécessiter la création de nouveaux contrôles ou des modifications aux contrôles existants.

Le plan d'évaluation du CGTI décrit les évaluations qui seront menées pour la période 2020-2021 à 2023-2024 et est détaillé par le rapport de la portée et d'évaluation des risques. Le plan identifie les évaluations qui ajoutent la plus grande valeur au ministère, aux clients et au gouvernement du Canada.

Évaluation des contrôles spécifiques aux clients (SMGFM)

En 2019-2020, SPC a complété des tests d'efficacité de la conception des contrôles spécifiques aux clients sur le système intégré de gestion, l'implémentation de l'infrastructure des TI et l'entretien de ses services supportant les système centraux gérés par deux clients.

Il n'y a aucune observation significative à noter résultant de ces deux évaluations.

Plans d'action de la direction en vigueur

Pour renforcer les contrôles et procédures de gestion d'accès logique, SPC a publié une mise à jour de la norme de Gestion du contrôle d'accès logique en 2019, qui énonce les exigences pour garantir que les contrôles d'accès logique appropriés sont adoptés aux applications, aux systèmes d'exploitation et aux autres ressources informatiques. L'application de contrôles d'accès logiques contribue à garantir la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données, ainsi que la prestation fiable de services d'infrastructure informatique.

D'autres plans d'action de gestion sont toujours en cours pour remédier à une lacune dans le domaine des contrôles de gestion des accès logiques pour les systèmes informatiques et les données résultant d'une évaluation des contrôles spécifiques aux clients sur les services d'infrastructure informatique prenant en charge de SMGFM de six clients au courant de 2018-2019.